

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°973 du 3 Novembre 2008

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

DES PROJETS POUR LES PROCHAINS MOIS

Je profite de l'actualité politique et économique pour vous adresser personnellement, chers amis lecteurs, une lettre d'un style différent de mes éditoriaux habituels.

L'actualité politique est celle de l'attente. Nous sommes dans l'attente des élections américaines, mais plus encore de ce qui va suivre. Je vous l'ai déjà dit : nous devons nous préparer à affronter une nouvelle ère Roosevelt, dramatique pour les Etats-Unis mais aussi pour le monde entier – en espérant qu'elle soit écourtée pour cause de mondialisation. Nous sommes aussi dans l'attente de ces sommets mondiaux, qui excitent tellement notre Président et nos médias, mais dont l'issue ne peut être qu'insignifiante ou malfaisante.

L'actualité économique est aussi celle de l'attente. Toujours grâce à la mondialisation, les affaires vont reprendre, la seule incertitude est dans les délais : quelques mois, un an ou deux ? Je redis la confiance que l'on peut et que l'on doit avoir dans le libre échange et la libre entreprise. Ce n'est pas un acte de foi mais un fait scientifique : il n'y a d'autre alternative que le marché ou la ruine (souvent assortie à la guerre). Je souhaite sincèrement que les milliers d'entrepreneurs, de travailleurs et d'épargnants qui n'y sont pour rien puissent sortir de l'épreuve sans dommage majeur. Hélas les discours des ignorants et des malveillants leur auront caché la vérité : c'est la politique qui a été à l'origine de leurs difficultés. Il y a de fortes chances pour que les mêmes s'arrogent le mérite d'une « sortie de crise » si jamais elle devait advenir prochainement : tels Chantecler, ce coq gaulois qui croit faire lever le soleil (l'image est de Jacques Rueff – à propos du Commissariat au Plan). S'il peut y avoir « sortie de crise », ce ne peut être que par le marché : on lui aura attribué à tort la crise elle-même, on essaiera de le priver de sa revanche.

Je voudrais donc profiter de l'actualité pour mettre une note d'espoir et d'harmonie dans ce climat délétère et discordant, en vous disant ce que les libéraux pourront faire dans les prochains mois. La crise n'a pas sonné le tocsin de l'ultra libéralisme – trop vite enterré – elle a au contraire carillonné la renaissance des idées de la liberté. Vous verrez comment très vite les réalités reprendront leurs droits. Et l'on se tournera vers ces recettes éprouvées que l'on appelle initiative, créativité, libre choix, responsabilité, réussite, éducation, moralité, charité, subsidiarité.

Dans cette croisade du renouveau, les nombreux cercles et instituts qui oeuvrent pour la liberté auront un rôle déterminant : expliquer et montrer le chemin du bon sens. Pour sa part, l'ALEPS se propose de développer prochainement quelques projets majeurs :

- dès le 2 décembre, en partenariat avec l'IREF et Contribuables Associés, la présentation du second volume de la trilogie que j'ai préparée avec Georges Lane sur le futur des retraites.

- dès janvier et février prochains, une série d'évènements et de publications sur le thème de « Marché et moralité », car à nos yeux la vraie crise est celle des valeurs morales qui fondent une société de libertés, et le marché, comme l'entreprise, a une dimension éthique ;

- tout au long de l'année, la multiplication des instruments de communication sur les réalités du marché, de l'emploi et des finances ; il faut vaincre l'ignorance économique entretenue par les médias et distillée par l'Education Nationale ;

- à l'été prochain, et à Aix, le colloque traditionnel sur l'éthique économique organisé par mon collègue et ami Jean Yves Naudet, et une université d'été sur le même thème.

- enfin nous aurons l'occasion de fêter en 2009 le numéro 1.000 de cette Nouvelle Lettre, et le franchissement du seuil de 5.000 visites par jour de notre site www.libres.org, ainsi que les quarante ans du bulletin trimestriel « Liberté Economique et Progrès Social ».

Bien évidemment, l'ALEPS s'associera volontiers à toutes autres initiatives prises par des libéraux, avec le souci de diffuser la version la plus pure et la plus stimulante du libéralisme (c'est pourquoi je revendique désormais la qualité d'ultralibéral).

Reste cependant un détail. Les libéraux s'interdisent d'utiliser l'argent public, argent volé véhicule de corruption. Les libéraux n'ont pas accès aux médias entièrement acquis (à quelques très rares exceptions) à la pensée unique. Ils ne peuvent compter que sur le soutien financier et intellectuel de leurs amis.

Je lance donc une nouvelle fois un appel à des adhésions à l'ALEPS et à des abonnements à cette Lettre. Beaucoup d'entre vous photocopient la lettre pour la mieux diffuser. Bravo. Les réabonnements marquent votre fidélité. Bravo. Mais il serait bon aussi de nous donner les moyens de nos projets. Merci.

Je vous avais dit que cette lettre était personnelle. En effet le renouveau libéral ne peut être que le fruit d'un engagement personnel. Vous savez compter sur le mien...

Jacques Garelo

Le site www.libres.org vous offre un procédé commode (carte bleue) de participer aux projets de l'ALEPS. Différemment les participations sont adressées au 35, Av. Mac Mahon 75017

Conjoncture

LA CHINE BIENTÔT EN RÉCESSION ?

La cause est entendue : la crise financière s'est étendue à l'activité économique, et tous les pays sont touchés par la récession. Les pays émergents eux-mêmes sont atteints et, à en croire la presse, la Chine ne va pas tarder à entrer à son tour en récession.

La réalité est bien différente et s'il est vrai que les pays occidentaux auront une croissance quasi-nulle, pour des raisons souvent étrangères aux turbulences financières, il n'en va pas de même pour les pays émergents en général et la Chine en particulier. Pour l'instant, seul un léger ralentissement est annoncé, l'économie chinoise reste solide et un recul plus fort de l'économie mondiale peut être ainsi évité.

La croissance « tombe » à 9,9%

Nous avons regardé, écouté et lu les médias : la récession est partout et « s'ils ne mourraient pas tous, tous étaient frappés ». Lisons les grands titres de la presse réputée sérieuse. Les Echos : « L'économie chinoise subit les conséquences de la crise mondiale ». Le Monde (à la une) : « La Chine est touchée à son tour ». Le Figaro-économie : « Le ralentissement chinois inquiète ». Il est clair que le ralentissement mondial a quelque répercussion sur l'économie chinoise. Mais en regardant les chiffres de plus près, on est loin de la récession, et la Chine va jouer de plus en plus le rôle de locomotive mondiale.

La croissance aurait-elle disparu ? En 2007, elle était spectaculaire, avec une progression de 11,8% du PIB. Depuis quelques mois, le rythme se ralentit effectivement. Pour la première fois depuis quelques années, la progression annuelle (douze mois se terminant en septembre) est tombée en dessous du chiffre symbolique des 10%, à 9,9% exactement. Pour l'ensemble de 2008, il est question de 9,7% et même de 9,3% en 2009. La production industrielle, qui progressait encore en début d'année au rythme incroyable de 16,3%, a maintenant un rythme de croissance de 11,4%.

Le recul est donc sensible, avec deux points de moins de PIB en 2008 par rapport à 2007. Mais, à ce niveau là, cela fait moins de 20% de croissance en moins : c'est comme si un pays occidental était passé de 3% à 2,4%. A 9,7%, il y a encore de la marge avant la récession, qui implique deux trimestres de croissance négative. On en est loin. Au temps heureux des trente glorieuses, la croissance en Occident était au mieux de 5% par an (deux fois moins qu'en Chine), ce qui a suffi à bouleverser le mode et le niveau de vie de chacun. Avec 9,9 ou 9,7% de croissance, la Chine reste non seulement championne du monde actuelle, mais aussi l'une des championnes de toute l'histoire économique.

Investissements et exportations soutiennent la croissance

Rappelons que le FMI annonce pour 2008 aux Etats-Unis 1,6% de croissance et 0,1% en 2009, dans la zone euro, 1,3% et 0,2%, au Royaume-Uni 1,0% et -0,1%, en France 0,8% et 0,2%. Tout en observant la prudence la plus élémentaire vis-à-vis des projections macro-économiques, voilà qui relativise la mauvaise performance chinoise. Il n'y a d'ailleurs pas que la Chine et le FMI montre que l'Inde (7,9% en 2008 et 6,9% en 2009) ou la Russie (7% et 5,5%) résistent assez bien. Même l'Afrique, que l'on considère souvent comme sinistrée, aura 5,9% de croissance en 2008 et 6,0% en 2009. Ce n'est pas la récession généralisée et la croissance du PIB mondial devrait être de 3,9% en 2008 et 3,0% en 2009 : elle sera donc entièrement portée en 2009 par les pays de l'extérieur-monde.

Pour revenir à la Chine, les autres indicateurs sont également encourageants. Le plus important porte sur les investissements en capital fixe, car ce sont eux qui préparent l'avenir et la croissance future. Or ceux-ci, depuis cinq ans, sont systématiquement en dessus des 25% du PIB, et même se situent à 27% en 2008. Avec de tels niveaux d'investissements (plus du quart de la production), il n'est pas possible que la croissance chinoise s'effondre.

Certes, on fait valoir qu'avec la récession occidentale, les exportations chinoises se ralentissent, puisque nos pays achètent moins à la Chine. Mais les exportations restent un moteur essentiel de la croissance chinoise et il ne faut pas oublier que la Chine commerce beaucoup avec les autres pays émergents. Résultat : les réserves de change continuent à progresser ; elles étaient fin septembre de 1 905 milliards de dollars, contre 1000 il y a deux ans et 500 il y a quatre ans. La Chine a donc une belle force de frappe financière (y compris avec ses fonds souverains) que la crise financière n'a pas détruite. En outre, l'inflation, menaçante il y a peu, a diminué pour retomber à 4,6%, contre 8,7% il y a six mois.

Le véritable danger : le protectionnisme

Bien sûr, il y a certaines difficultés ici ou là. Le Monde souligne qu'en Chine « les faillites se multiplient du fait du ralentissement économique ». Mais une économie en forte croissance n'échappe pas à des réajustements : les goûts changent vite, certaines entreprises n'ont pas la flexibilité voulue, la concurrence est exigeante, etc.

Cela ne signifie pas que la Chine (comme les autres pays émergents) ne soit pas sensible aux difficultés de l'économie mondiale. Mais la mondialisation ne signifie pas la contagion des crises, elle permet au contraire de maintenir la dynamique économique. Sans la mondialisation et sans les pays émergents, notre situation aurait été infiniment plus grave. Ceux qui font des comparaisons hâtives avec 1929 devraient y réfléchir : la contagion a été alors un sous-produit du protectionnisme. Aujourd'hui la tentation des occidentaux est de profiter de la crise pour éliminer la concurrence des pays émergents, ou pour les associer à une révision complète des règles du libre échange. Ce serait alors à coup sûr la ruine généralisée, et les relations politiques se tendraient dangereusement.

En conclusion, n'oublions pas pour autant que la Chine a aussi ses fragilités ; une économie de marché, avec ce qu'elle implique de liberté de choix et de liberté de circulation de l'information, ne peut éternellement prospérer dans un Etat totalitaire. Le mélange du marché libre et d'interventions étatiques fortes, avec des entreprises nationalisées, un système bancaire sous contrôle, des fonds souverains appartenant à l'Etat, n'est pas porteur à long terme. Il faudra un jour accepter l'environnement institutionnel et politique qui va de pair avec le marché. Pour le bien de la planète toute entière, et pour celui du peuple chinois, il serait souhaitable que la Chine choisisse la liberté, et continue à jouer un rôle économique moteur.

LE BOUCLIER FISCAL EN QUESTION

Sous prétexte de crise financière, la discussion budgétaire a permis de lancer une attaque contre l'une des rares réformes quelque peu libérale de Nicolas Sarkozy, le bouclier fiscal. Le principe est simple : la somme des principaux impôts ne doit pas dépasser un certain pourcentage du revenu, au risque de devenir confiscatoire. C'est d'ailleurs ce qu'avaient considéré les juges allemands de la Cour Suprême, en supprimant l'impôt sur le patrimoine, qui aboutissait à prendre plus de 50% du revenu, détruisant ainsi le droit de propriété.

En France, tout avait commencé avec « le syndrome de l'île de Ré » : la somme de l'impôt sur le revenu et de l'ISF pouvait dépasser 100% du revenu si le patrimoine immobilier enregistrait des plus-values en faveur de personnes de condition modeste. Parallèlement, les personnes fortunées avaient intérêt soit à réduire leur activité soit à s'évader dans un paradis fiscal pour ne pas voir l'Etat confisquer leur patrimoine. Le bouclier fiscal est ainsi né, pour fixer une limite maximale à l'impôt, en pourcentage du revenu.

Au départ, la limite avait été fixée à 60% pour la somme de l'impôt sur le revenu, de l'ISF et des impôts locaux (sans inclure la CSG, ce qui portait le bouclier à 71%). Nicolas Sarkozy avait donc décidé de faire baisser le bouclier fiscal à 50% seulement, CSG incluse. La moitié du revenu : la spoliation est déjà énorme !

Il était donc urgent d'en finir avec ce symbole de « l'ultra-libéralisme ». Une première attaque est venue à propos du financement du revenu de solidarité active (RSA). Certains ont proposé d'instaurer une nouvelle taxe de 1,1% sur les revenus du patrimoine. Pour l'instant le gouvernement avait tenu bon, mais des députés, même de droite, ont trouvé qu'inclure la taxe dans le bouclier était « immoral ».

Il était donc urgent de relancer l'offensive. Comme d'habitude, c'est Le Monde qui a donné le ton, car il est un excellent baromètre des offensives contre la liberté économique et le marché. Titre à la une sur 4 colonnes : « La crise financière exacerbe le débat sur la bouclier fiscal ». Et en page 12, sur toute la page : « La bouclier fiscal, mauvaise conscience de la majorité ». « Adoptée dans l'euphorie du début du quinquennat, la mesure est devenue un boulet par temps de crise ». Et encore « le bouclier fiscal qui protège les plus riches entretient un sentiment d'injustice et crée un malaise au sein même de la majorité ».

Le raisonnement est extrêmement simple. On part de l'idée que toute baisse d'impôt, par rapport à un taux théorique de départ, est un « cadeau » fait aux riches. Au lieu de considérer que le revenu appartient légitimement à celui qui l'a gagné et que l'impôt vient diminuer ce revenu, portant atteinte au droit de propriété, on part de l'idée inverse : les revenus appartiennent à l'Etat, et donc toute baisse d'impôt est un cadeau fait par l'Etat. Un cadeau financé avec de l'argent gagné par celui qui le reçoit, c'est original.

Il paraît, toujours selon le journal des bien pensants, que la crise financière accentue ce boulet que constitue le bouclier. Et de s'attaquer à Madame Lagarde, qui, lors de la création du bouclier, avait déclaré que la France voulait ainsi ouvrir la porte à ceux qui étaient partis à l'étranger : « Nous avons besoin de vous ». C'est, paraît-il, une volonté de « réhabiliter l'argent », idée intolérable en temps de crise, où sans doute la solidarité impose la pauvreté pour tous. « C'était hier et cela paraît déjà si lointain. Le héros est devenu suspect ».

A cela s'ajoute un amalgame avec la question des niches fiscales, qui est une idée dirigiste et socialiste puisqu'elle commande aux citoyens d'agir dans le sens voulu par l'Etat, qui aime bien dire où il faut investir. Les libéraux ne sont pas pour les niches fiscales, mais pour la baisse des taux d'imposition pour tous et pas pour les élus de l'Etat choisit. La commission des finances a profité de cet amalgame pour voter un amendement visant dans ce cas à contourner le bouclier, puis a démenti l'avoir voté, avant que le ministre n'annonce qu'il allait réfléchir pour proposer une solution en seconde lecture.

Si enfin on tient compte des attaques du Président contre les paradis fiscaux, on comprend que le sort qui attend les contribuables français au cours des prochains mois est déjà scellé : la répression fiscale sera la rançon de la crise financière et économique, et l'accentuera.

LE MATCH KLAUS/SARKOZY

Jacques Garello l'avait laissé entendre dans son dernier éditorial : Nicolas Sarkozy essaie par tous les moyens d'empêcher Vaclav Klaus de diriger l'Union européenne à partir de janvier. Sur le plan juridique, les choses sont tout à fait claires ; le traité de Lisbonne n'a pas encore été adopté ; donc les traités précédents s'appliquent. Ils prévoient une présidence tournante de l'Union, tous les six mois. Sur ce point, aucune dérogation n'est possible et n'a jamais existé ; le président « stable » prévu par le futur traité se mettra en place si celui-ci est adopté un jour.

Le hasard du calendrier (nous sommes 27 membres désormais) fait que pour ce deuxième semestre 2008, c'est le tour de la France et Nicolas Sarkozy en est très fier et a cherché à mettre l'Europe à l'heure de la France ; en janvier, c'est le tour de la République tchèque, donc du président Vaclav Klaus. Il n'y a pas à sortir de là, sauf à faire un coup d'Etat, que nos partenaires n'accepteraient pas : sinon, à quoi servent les traités ? Jamais personne n'a fait de remarques sur les idées ou la couleur politique du président du moment. Nicolas Sarkozy est le premier à porter un jugement sur un autre chef d'Etat ou de gouvernement.

Pourquoi Vaclav Klaus ne lui plaît-il pas ? On dit qu'il est eurosceptique ; c'est exact si l'on entend par là qu'il n'aime ni la bureaucratie bruxelloise ni les politiques dirigistes communes ; il aime par contre beaucoup l'Europe des libertés économiques, celle du libre-échange et de la liberté de circulation. En fait, c'est le fond du problème, il est libéral, comme le prouve son appartenance active à la société du Mont Pelerin. En plus, il est pro-américain et n'aime pas l'euro. En voilà plus que ne peut en supporter notre président, récemment converti à l'étatisme, et qui a la foi des néophytes.

Comme il ne peut empêcher son accession à la présidence tournante européenne, il veut la vider de son contenu. D'où l'intervention devant le parlement européen : créer un gouvernement économique européen. Mais cela n'existe dans aucun texte. En revanche, il existe un Eurogroupe, qui rassemble les 15 (16 en janvier) membres de la zone euro : ce n'est pas toute l'Europe, mais c'est la majorité des pays, qui présente l'avantage d'écarter la plupart des pays plus libéraux (Angleterre ou pays de l'Est). Mais voilà que cet Eurogroupe est dirigé par Jean-Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg, qui est bien en place, qui représente le courant démocrate chrétien, dont les idées n'effarouchent personne. Sarkozy se verrait donc volontiers à sa place, dynamisant l'Eurogroupe et renvoyant Klaus et l'Europe des 27 à de la simple figuration. Le plan est habile, trop habile sans doute.

Les réactions ont été vives. Une députée européenne socialiste a volé au secours de Klaus (« L'idée de court-circuiter une présidence au seul motif qu'elle ne vous plaît pas ne constitue pas une bonne idée ») et défendu Juncker (« ce serait un coup d'Etat institutionnel »). L'Allemagne a montré sa stupéfaction ; les six mois de Sarkozy ont paru longs et à Berlin, on soupçonne la France de vouloir mettre au pas la Banque Centrale Européenne.

La réaction tchèque a été vive. Le vice-premier ministre a déclaré que « nul ne peut annuler la présidence tchèque ». Une présidence française de l'Eurogroupe « ne serait pas une sage décision. Ce serait un pas de nature à diviser l'UE plutôt qu'à l'unifier ». « Toutes spéculations sur l'extension éventuelle de la présidence en cours manquent de fond et sont inacceptables. La République tchèque est prête à prendre le relais ». Commentaire de l'AFP : « La France provoque de nouvelles divisions en Europe face à la crise ». Et l'AFP ajoute : Nicolas Sarkozy « a un peu trop tendance à penser à voix haute », avant de consulter ses partenaires.

Enfin, pour tout arranger, les médias français inspirés par l'Elysée laissent entendre que le gouvernement libéral tchèque serait hors d'état de diriger l'Europe, car affaibli par de récentes élections locales qui lui ont été peu favorables. Faut-il rappeler aux amis de Nicolas Sarkozy le résultat des récentes élections locales en France ?

La diplomatie nécessite tact et discrétion : le Président français ne supporte pas qu'on lui résiste, même s'il s'agit d'un chef d'Etat étranger. On aura du mal à récoler ensuite tous les morceaux et il n'est jamais bon de vexer quelqu'un, fût-il plus petit que soi. Ici, on a au moins vexé Luxembourg et République tchèque, et inquiété tous les autres pays.

FONDS SOUVERAINS : « BIENVENUE AU CLUB SOCIALISTE »

L'imagination est au pouvoir : pas une journée sans une nouvelle idée remettant en cause l'économie libre. Nous sommes en plein ultra-libéralisme ! Devant les députés européens réunis à Strasbourg (devant un hémicycle à moitié vide) notre Président a proposé de créer en Europe, dans chaque pays, des fonds souverains. Cette bonne idée sera reprise deux jours plus tard dans le désormais célèbre discours d'Annecy.

Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer ce que sont les fonds souverains : des organismes financiers publics, disposant de capitaux considérables qui viennent de la vente d'une matière première ou d'une ressource énergétique comme le pétrole, ou qui résultent de l'accumulation des excédents du commerce extérieur. La propriété en appartient à l'Etat et on les trouve jusqu'à maintenant dans des pays plutôt totalitaires, ou au moins autoritaires : la Chine, la Russie, les Etats arabes pétroliers (ceux du Golfe en particulier), le Venezuela.

Ces pays avaient compris depuis longtemps qu'il valait mieux placer ces capitaux très importants (en tout entre 2000 et 3000 milliards de dollars) plutôt que les laisser dormir. Les placements effectués en bourse permettent aux Etats de contrôler une proportion importante d'actions d'une entreprise d'un autre pays. C'est une forme nouvelle de nationalisation, réalisée par un pays étranger, et certains craignent que ces placements n'obéissent pas toujours à une logique de rentabilité, mais visent à dominer un secteur sensible, à exercer une influence politique (par exemple en investissant dans les médias) ou à s'en servir carrément comme d'une arme et comme moyen de pression.

Les pays occidentaux, qui s'inquiètent de cette dérive possible des fonds souverains, cherchent à diminuer leur influence et à les ramener sur un terrain strictement économique. Nicolas Sarkozy a exprimé cette crainte : « Il ne faut pas que nos citoyens se réveillent demain en constatant que nos entreprises ont été acquises à vil prix par des capitaux étrangers ». Mais il choisit une piste originale : il faut donc créer des fonds souverains nationaux en Europe, pays par pays, qui pourraient ensuite se coordonner dans le cadre d'« un gouvernement économique européen » pour soutenir certaines entreprises, notamment industrielles.

Voilà une étrange proposition : pour empêcher les fonds étrangers « de nuire », on fait comme eux et s'ils veulent acheter nos belles entreprises, on le fera avant eux, plus vite et mieux. Il s'agit en fait de procéder à de véritables nationalisations. La recapitalisation des banques par l'argent public devait être exceptionnelle, maintenant la nationalisation devient un principe : nationalisons nous-mêmes, de peur que d'autres ne le fassent à notre place. Les Etats doivent veiller à ce que « l'Europe continue à construire des navires, des trains et des automobiles ».

Cette proposition française a été accueillie en Europe avec peu d'enthousiasme. M. Barroso a été poli, sans plus. Le ministre allemand de l'économie a déclaré que « la proposition française de protéger l'industrie européenne contre une reprise par des fonds d'Etat étrangers grâce à des participations étatiques contredit tous les principes d'une politique économique couronnée de succès ». C'est dit en termes diplomatiques, mais c'est une réponse clairement négative.

Il y a de plus quelque faille dans le projet. Où trouver l'argent dans les pays comme le nôtre où les caisses sont vides, les déficits extérieurs et budgétaires énormes, l'endettement ingérable ?

Il suffira d'emprunter en profitant des faibles taux d'intérêt « pour acquérir des actifs stratégiques dépréciés », qu'on revendra plus tard, bien étendu. Après tout, c'est ce que l'Etat veut faire avec les ex-Chantiers de l'Atlantique, c'est ce qu'il a fait pour Alstom, et c'est le mécano industriel qu'affectionne la Caisse des Dépôts, appelée à devenir le pilier de ces fonds souverains à la française. Ainsi la France retournerait-elle à 1981 et au Programme Commun de la Gauche. Les experts en socialisme ne s'y sont pas trompés : le président Hugo Chavez, l'ami de Castro, après avoir appelé Nicolas Sarkozy « camarade » a dit à la télévision : « Sarkozy, tu es en train de te rapprocher du socialisme ; bienvenue au club ». Venant d'un dictateur marxiste, on peut apprécier le compliment. L'électorat sarkosien appréciera à coup sûr.

« LE NOUVEAU SERVICE PUBLIC DE LA TÉLÉVISION »

Nicolas Sarkozy avait lancé l'idée en début d'année, provoquant des réactions diverses : supprimer la publicité sur les chaînes publiques. Mais cela restait un peu flou et on pensait que le projet, surtout dans les circonstances financières actuelles, allait être enterré. Pas du tout. Le voici qui réapparaît au niveau le plus officiel, par la présentation en conseil des ministres d'un projet de loi organique relatif à la nomination des PDG de chaînes publiques, et un « projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision ».

Le communiqué officiel du conseil des ministres est édifiant : « Inventer la télévision de service public du XXI^e siècle nécessite une réforme du groupe France Télévisions pour lui permettre de marquer davantage sa différence en renouvelant en profondeur l'identité du service public, à travers une offre culturelle plus dense, plus créative et plus audacieuse ».

Comment atteindre ces merveilleux objectifs ? Il faut libérer « la télévision publique de la pression de l'audience, qui résulte principalement de la commercialisation d'espaces publicitaires en sein des programmes, en vue d'assurer une plus grande liberté de programmation. Le projet de loi prévoit ainsi la suppression progressive de la publicité après 20 heures dès le 5 janvier 2009 et en totalité après l'extinction de la diffusion analogique. Il garantit expressément le financement pérenne de France télévision, le gouvernement s'engageant à compenser la disparition de la publicité sur ses antennes. Pour donner au budget de l'Etat les moyens de cette compensation, sont instituées deux taxes sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur de la communication audiovisuelle et du secteur des communications électroniques ».

Voilà qui est clair. Avec la publicité, on est obligé de tenir compte de l'audience. Il faut donc libérer les chaînes publiques de cette contrainte insupportable, pour faire enfin les programmes dont rêvent tous les bureaucrates : l'art d'Etat, l'art officiel, a en effet toujours donné de bons résultats. On peut certes se plaindre de la médiocrité des programmes actuels, mais il faut alors éduquer le goût dès la jeunesse, question d'éducation dans les familles ou à l'école, et trouver des techniques appropriées (comme des chaînes payantes) pour des programmes moins « grand public ». A coup sûr, confier les programmes à quelques spécialistes vivant en vase clos et de préférence se connaissant tous entre eux va entraîner une grande créativité artistique !

Reste le problème du financement : comment faire pour vivre sans les recettes publicitaires ? Qu'à cela ne tienne : on va créer deux impôts nouveaux. En France, toute réforme finit par des impôts. Qui paiera ? Le secteur audiovisuel privé, ce qui est pour le moins paradoxal, (c'est donc lui qui financera les chaînes publiques, voilà une réforme novatrice !) et, bien sûr, en dernier ressort, l'ensemble des Français utilisant les communications électroniques.

Qu'on se rassure, ces chaînes du nouveau service public seront indépendantes du pouvoir. La preuve ? Le projet de loi organique « implique un nouveau mode de gouvernance qui aboutit à transformer France télévisions en une entreprise unique et conduit l'Etat actionnaire à reprendre la responsabilité de nomination de son président dans le respect des impératifs de défense du pluralisme et de l'indépendance des médias ». La preuve de cette indépendance ? « Le président de la République nommera les présidents des sociétés nationales de programmes après avis conforme du Conseil supérieur de l'audiovisuel » et avec la procédure de consultation des assemblées parlementaires. Bref, ce sont les hommes politiques qui décideront.

Voilà une réforme qui aboutit avant tout à de nouveaux impôts, qui place encore plus la télévision dans la main de l'Etat, et qui ne changera rien, sinon dans le mauvais sens, à la médiocrité des programmes. Voilà qui répond surtout aux problèmes urgents qui se posent aujourd'hui à notre pays. Et si on considérait une fois pour toutes que l'Etat n'a rien à faire dans la production de spectacles en général et à la télévision en particulier ? L'idée que « l'ORTF, c'est la voix de la France », comme disait Pompidou, est tout de même un peu datée.

QUAND LES COMMUNISTES DU 93 JOUENT AUX GOLDEN BOYS

Il se passe des choses étonnantes dans le 93 (Seine Saint Denis), le département de la région parisienne, longtemps chasse gardée du Parti Communiste. Celui-ci présidait le Conseil Général jusqu'aux élections de 2008, où il a été devancé par les socialistes. C'est donc un socialiste, Claude Bartolone, qui préside depuis le Conseil Général du 93, et, en examinant de près la situation financière, il a fait d'intéressantes découvertes : les élus communistes ont légué à leurs successeurs « un risque au moins équivalent à celui des subprimes ». Une dette de 864 millions d'euros (ce qui n'est pas mal pour un département) constituée, selon les propos de Claude Bartolone, « à 97% d'emprunts toxiques ».

Pour financer les dépenses massives, les communistes se sont tournés vers les emprunts les moins chers en apparence, ceux qui étaient assortis du plus faible taux d'intérêt. Et si ces taux étaient les plus attractifs, c'est parce qu'ils n'étaient pas fixes mais indexés les uns sur le yen, les autres sur le dollar, d'autres sur le franc suisse, d'autres encore sur le taux d'inflation américain...

Résultat, toujours selon le nouveau président du Conseil Général, les annuités de remboursements, en moyenne de 40 millions, sont susceptibles de passer brutalement à 80 millions : du simple au double. Non que le principe d'une indexation soit en soi pervers, mais cela nécessite des compétences, des connaissances du marché, des risques à assumer. Jouer son argent dans une entreprise et prendre des risques pour un actionnaire, c'est normal ; jouer l'argent des contribuables, sans avoir en outre la moindre compétence sur un terrain très délicat, celui de la finance internationale, cela semble plus douteux. N'est pas golden boy qui veut !

Aujourd'hui, les communistes ont beau jeu de préciser que ces clauses d'emprunt étaient votées à l'unanimité en commission permanente et que les socialistes sont mal venus de crier au loup.

Il est vrai aussi que la direction du budget et la direction générale des collectivités locales n'auraient jamais dû laisser passer ce type d'emprunt, portant atteinte au principe de sincérité budgétaire. Mais pouvait-on attendre autre chose d'une bureaucratie irresponsable, qu'elle soit départementale ou étatique ?

Maintenant que les bêtises sont faites, il ne reste plus qu'à essayer de renégocier une partie de cette dette et à espérer que les éléments d'indexation évoluent dans le bon sens ; mais comme il semble que ces emprunts soient indexés sur tout et n'importe quoi, sans souci de cohérence, si le dollar évolue dans la « bonne » direction, mais que le yen ou le franc suisse évoluent dans la « mauvaise », la facture sera de toutes façons plus lourde pour le contribuable du département. Peut-être les communistes de Seine Saint Denis auraient-il bien fait de demander conseil aux communistes chinois, qui semblent manifestement plus habiles dans leurs opérations financières.

AU SOMMAIRE DU N°973 :

EDITORIAL : Des projets pour les prochains mois pp. 1-2

CONJONCTURE : La Chine bientôt en récession pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Le bouclier fiscal en question p. 4 – Le match Klaus/Sarkozy p. 5 – Fonds souverains : « bienvenue au club socialiste » p. 6 – « Le nouveau service public de la télévision » p. 7 – Quand les communistes du 93 jouent au Golden Boys p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org